

Une Loi vieille de 100 ans

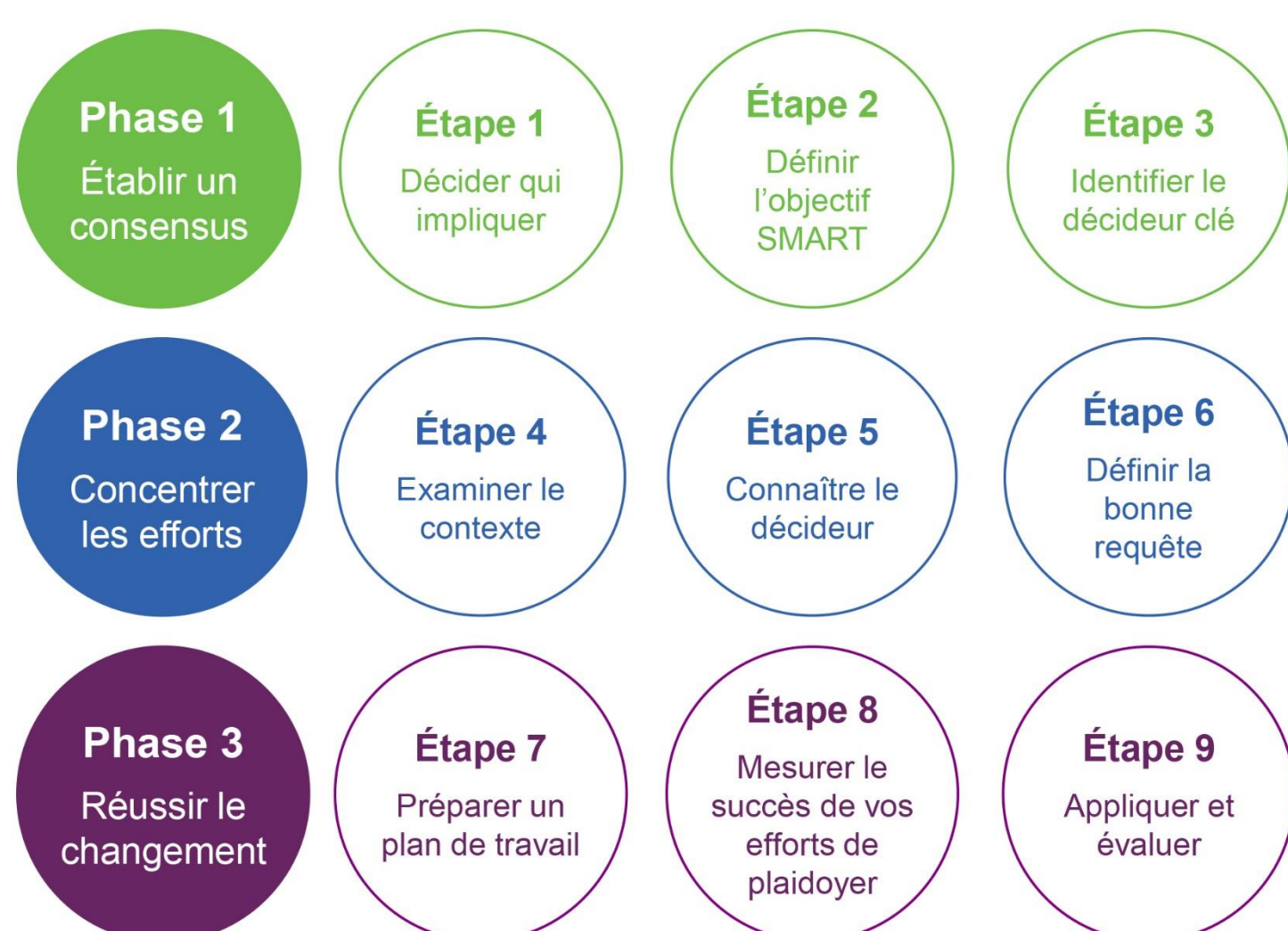
- Depuis un siècle, la Loi de 1920 interdisant la PF régissait Madagascar malgré l'introduction de la PF en 1967.
- Le taux de mortalité maternelle se maintient à 478 pour 100 000 naissances vivantes et celui de besoins non satisfaits à 18%.
- Les dirigeants sont réticents par rapport à la distribution à base communautaire des PF injectables.
- La croissance démographique est élevée avec un taux de fécondité de 2,7% et l'économie est peu performante.



Comité Loi PF en plein travail

Méthodologie

- Mise en place d'un comité spécial pour la Loi SR/PF qui inclut des techniciens du MOPH, du PTF et des ONG et OSC.
- Formation des membres du comité SR/PF en plaidoyer à gains rapides selon l'approche AFP SMART.
- Intégration d'une personne ressource dans le processus législatif.
- Établissement des objectifs de plaidoyer pour chaque étape du processus.
- Intégration de l'approche communautaire dans le corps de la loi.
- Approche individuelle des influenceurs et décideurs.
- Application de l'approche AFP SMART à chaque étape du processus.
- Messenger bien identifié et choisi.



Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin

L'approche AFP SMART a été appliquée à chaque étape du processus d'adoption, en mettant l'accent sur l'adaptation des messages, par exemple, des messages ciblant les avantages de la PF auprès de l'Assemblée Nationale et des messages incluant des informations sur la croissance économique pour les sénateurs.

Pas à pas : les gains !

- Conseil du gouvernement et conseil des ministres: succès.
- Commission de l'assemblée nationale: succès car le président de la commission santé faisait partie du comité loi SR/PF.
- Session plénière de l'assemblée nationale : succès car le président de la commission est un allié solide et joue un rôle influent au sein de l'Assemblée Nationale.
- Commission sociale du Sénat: succès car la commission a été influencée par le président de la commission santé de l'Assemblée Nationale.
- Session plénière du Sénat: échec, le vote a été ajourné. Aucune personne ressource venant du Sénat n'était impliquée.

Suite à cet échec, le comité a révisé les objectifs SMART, cherché un Plan B et plaidé auprès de parlementaires influents. Cette adaptation a abouti aux résultats suivants :

- La Loi SR/PF a été votée et promulguée à l'unanimité.
- Les Parlementaires sont prêts à s'impliquer dans la dissémination de la Loi SR/PF dans toutes les régions.



Vote de la loi au sein de l'Assemblée Nationale

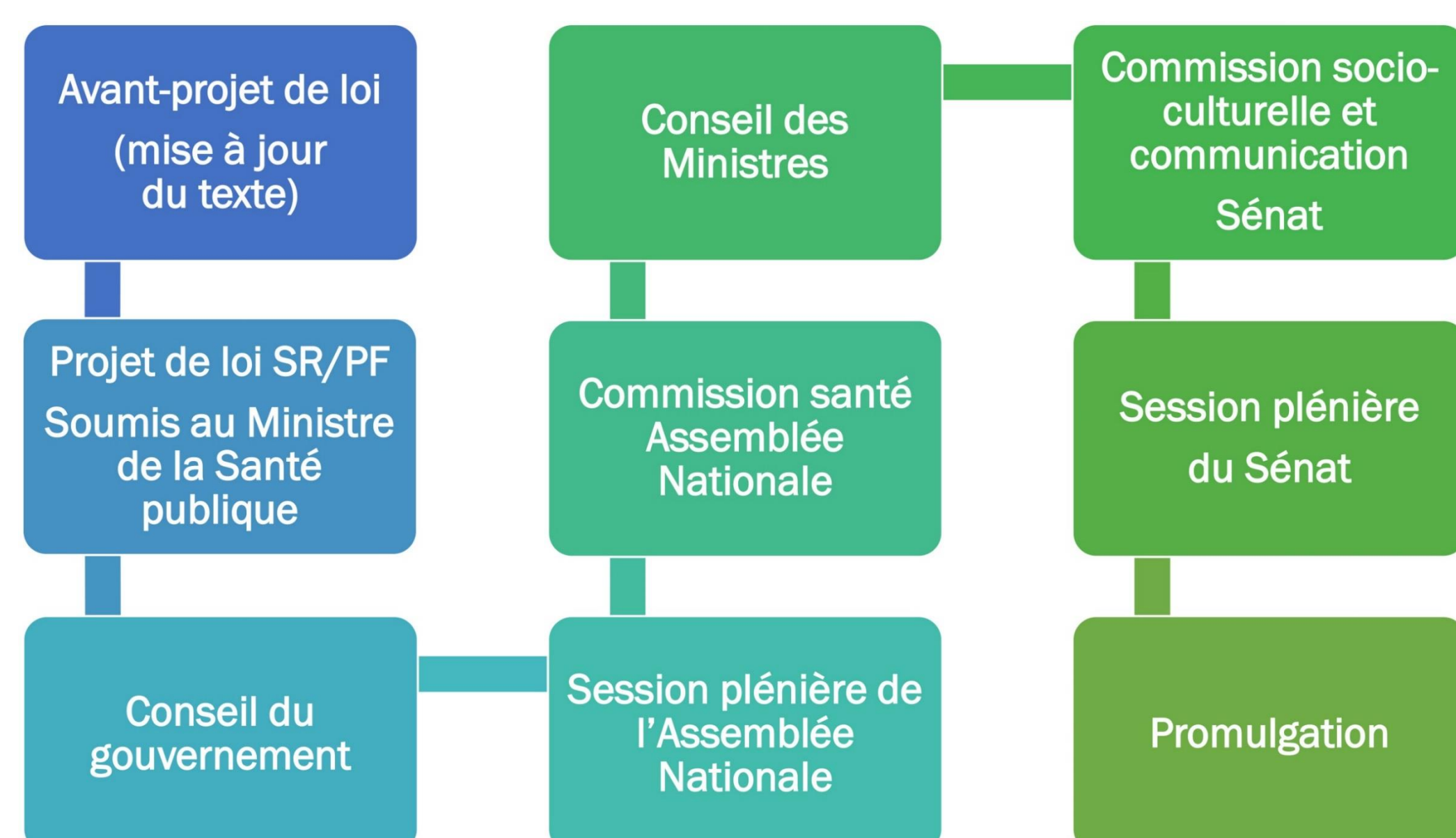
Résultats : une nouvelle loi complète

La Loi SR/PF, qui dissout l'ancienne, est adoptée et promulguée en seulement 16 mois. La nouvelle loi marque un progrès notable à l'égard des services de santé plus généraux puisqu'elle garantit les services de PF à tous ceux qui souhaitent y avoir accès.

La nouvelle Loi SR/PF favorise :

- l'engagement du gouvernement envers FP2020.
- la mise en œuvre du programme PF et l'accès aux services SR/PF.
- la compréhension des rôles des prestataires.
- le respect des clients.
- la distribution communautaire des PF injectables.
- l'atteinte du dividende démographique.
- l'autonomisation de la femme.
- l'engagement et la détermination du comité de loi SR/PF pour assurer l'application de la nouvelle loi.

Processus d'adoption de la Loi



Contact Us • www.healthpolicyplus.com • policyinfo@thepalladiumgroup.com

Health Policy Plus (HP+) is a five-year cooperative agreement funded by the U.S. Agency for International Development under Agreement No. AID-OAA-A-15-00051, beginning August 28, 2015. The project's HIV activities are supported by the U.S. President's Emergency Plan for AIDS Relief (PEPFAR). HP+ is implemented by Palladium, in collaboration with Avenir Health, Futures Group Global Outreach, Plan International USA, Population Reference Bureau, RTI International, ThinkWell, and the White Ribbon Alliance for Safe Motherhood.

This presentation was produced for review by the U.S. Agency for International Development. It was prepared by HP+. The information provided in this presentation is not official U.S. Government information and does not necessarily reflect the views or positions of the U.S. Agency for International Development or the U.S. Government.